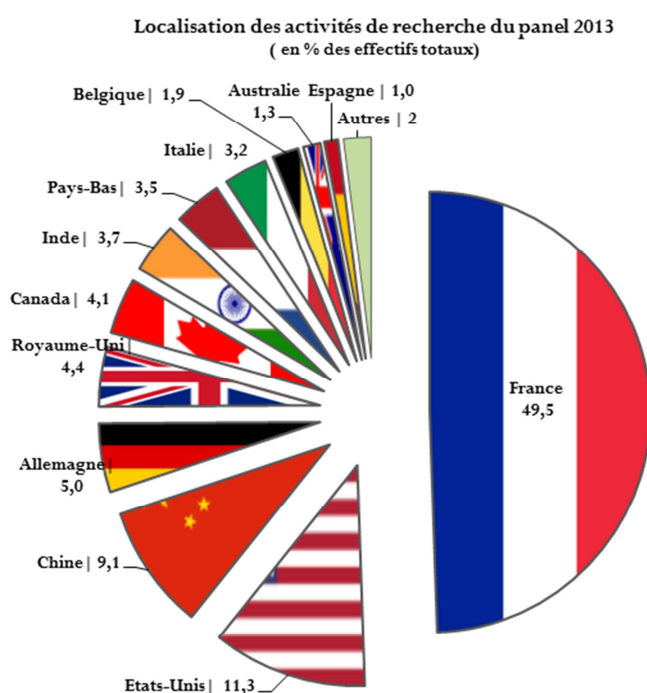


Au milieu d'une restructuration planétaire du monde de la recherche, la performance française se confirme

Cette troisième édition met en perspective les résultats obtenus depuis 3 ans. L'instabilité domine et les changements sont nombreux. Pourtant, la stabilité du CIR français commence à marquer le paysage de la recherche mondiale d'un trait distinctif et attractif.



Douze groupes internationaux, pour la plupart membres de l'ANRT, qui effectuent une partie de leur recherche en France ont accepté, cette année encore, de calculer puis de communiquer à l'ANRT les coûts de revient comparés de leurs chercheurs (compte tenu des aides directes et fiscales) dans les pays dans lesquels ils investissent en recherche¹.

Ces groupes investissent 12 milliards d'euros en recherche dans le monde ; plus de 63 000 chercheurs sont pris en compte dans cette comparaison, dans une grande variété de secteurs d'application.

Ils ont des équipes de R&D dans plus de 30 pays et maintiennent pourtant près de la moitié de leurs effectifs en France ! La France n'est pas toujours le lieu d'implantation du siège : si la moitié de leur recherche est faite en France, c'est pour des raisons qui n'ont pas toutes à voir avec l'habitude ou le patriotisme. L'explication est simple et tient en un mot : compétitivité (coût et hors coût).

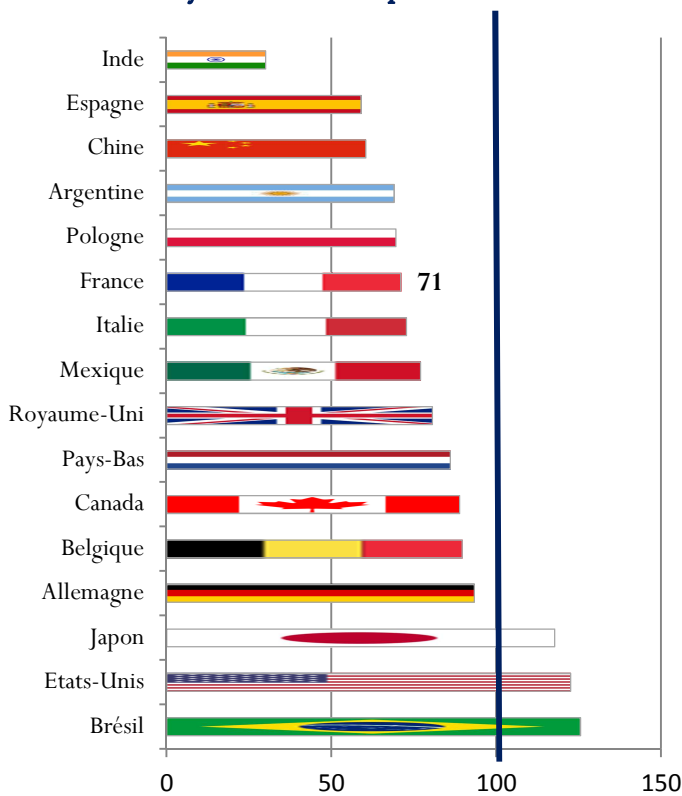
La concurrence entre États pour attirer la recherche est plus forte que jamais. Un pays sans dispositif incitatif est maintenant l'exception, non la règle.



¹ Air Liquide, Alcatel-Lucent, APERAM, ArcelorMittal, Danone, Mitsubishi Electric R&D Centre Europe, NXP, Orange, Oxylane, Saint-Gobain, Sanofi, Thales.

La photographie (1) : cours du chercheur 2013

Coût moyen du chercheur après incitations 2013



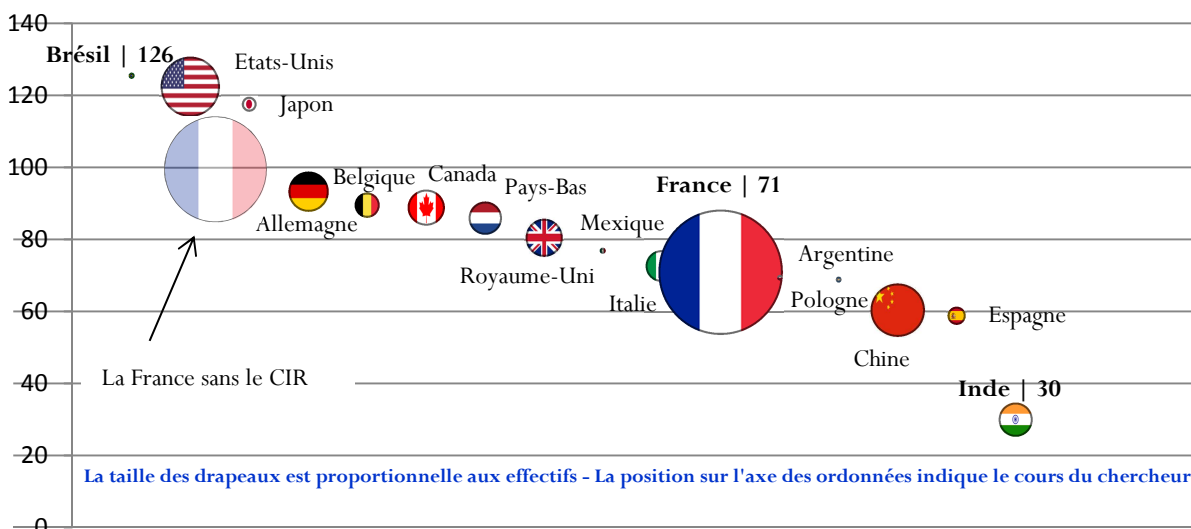
Le cours du chercheur français est stable en position relative, même s'il a légèrement crû par rapport à l'année dernière.

Les Etats-Unis et le Japon, les premières économies mondiales, sont des pays où les chercheurs coûtent chers. Leurs spécialités technologiques semblent suffisamment affirmées pour tenir ce défi.

Les coûts brésiliens, notamment sous l'effet du doublement des charges sociales, explosent et se hissent au même niveau que les deux pays les plus riches. S'il ne s'agit pas d'une anomalie statistique, alors le Brésil ne maîtrise plus ses coûts et risque un rude contrechoc en retour.

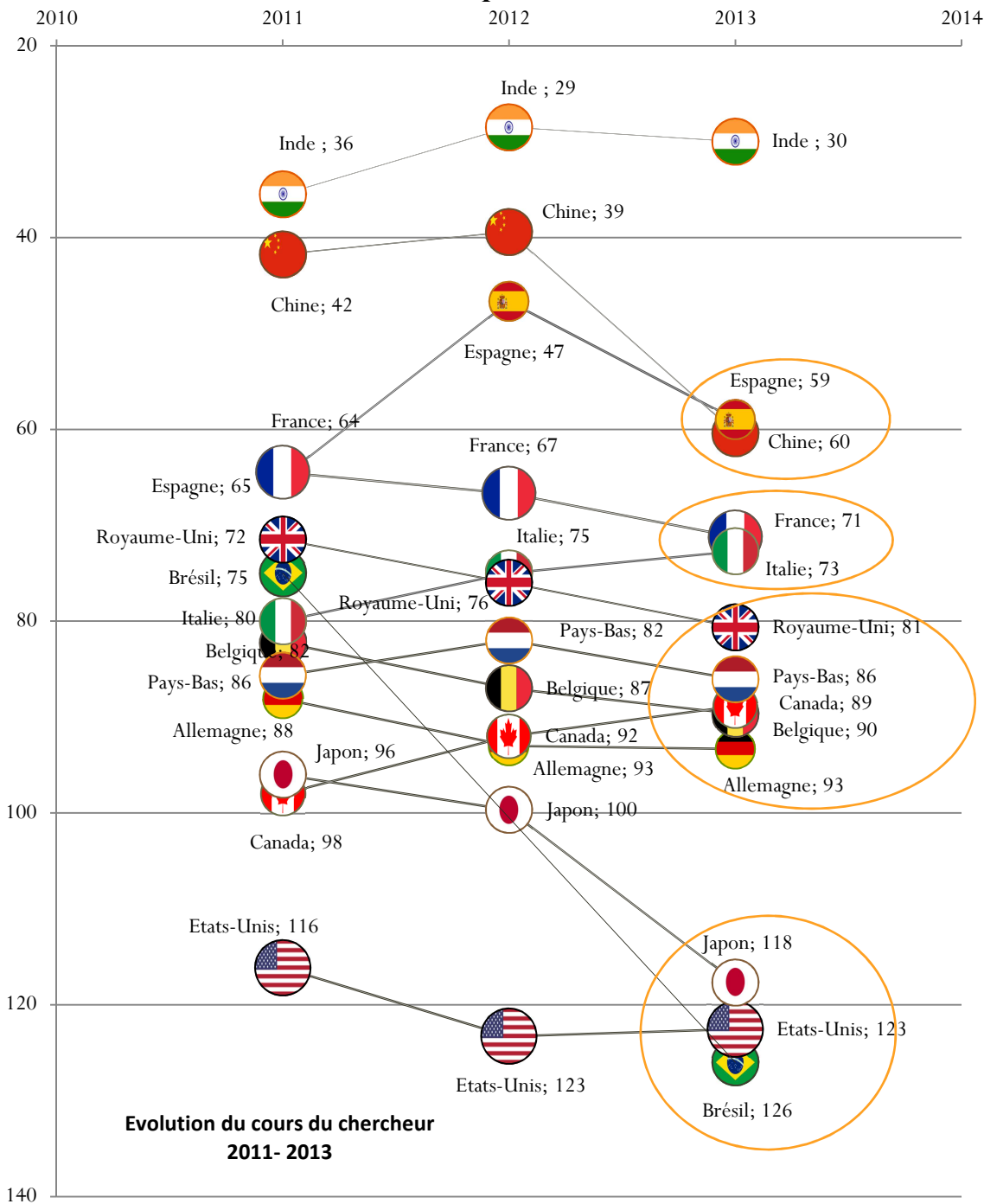
La barre verticale symbolise le positionnement de la France si le CIR n'existait pas. NB : Base 100 = Coût France, sans CIR (ni subv.)

La photographie (2) : cours du chercheur et localisation des effectifs 2013



La taille du drapeau français ne doit pas faire oublier que sans le CIR, l'attractivité se déprécierait tellement que la France serait le plus cher des pays d'Europe, et dans une concurrence vaine avec le Japon et les Etats-Unis.

Le film : « restructuration planétaire des activités de recherche »



Evolution du cours du chercheur
2011- 2013

Tout bouge !

Pour la première fois l'effet cumulé de l'évolution des entreprises du panel ANRT, de la construction de chaînes mondiales de valeur, de l'évolution des capacités financières des Etats montrent que le **CIR devient un outil de renforcement de la visibilité et de l'attractivité internationale de la France** pour les investissements de recherche.

Bien souvent, pour développer des applications et des services innovants mieux vaut investir en France qu'ailleurs. En attestent les implantations récentes en France des centres de recherche de Google, Microsoft, et plus récemment encore, Samsung.

L'Europe est globalement stable, mais a subi une baisse des aides européennes à la recherche, ce qui explique le glissement général de compétitivité entre 2011 et 2012. Les pays du Nord sont plus chers que ceux du Sud. Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni constituent un bloc cohérent. Le Canada est membre de ce groupe des pays développés, et a amélioré constamment la compétitivité-coût de sa recherche grâce des politiques actives ciblées. France et Italie en sont proches. Grâce au CIR, la France s'affiche comme le pays développé le plus compétitif, celui qui peut attirer ou maintenir des sites de recherche à fortes spécialités.

Espagne et Chine convergent cette année vers des coûts salariaux très attractifs, nettement décrochés de ceux du groupe des pays développés exposé ci-dessus. Si l'Espagne a fortement réduit ses coûts salariaux pour en arriver là, la Chine apparaît les avoir accrus, en moyenne. En Chine, les écarts de cours entre entreprises sont très importants. Ils découlent de stratégies différentes pour la localisation de la propriété intellectuelle, et d'accords sectoriels et locaux qui se traduisent par des dégrèvements et exemptions fiscales; la montée en puissance passe aussi par l'emploi d'expatriés, dont les tarifs sont élevés. A contrario, entre 2011 et 2012, le CIR espagnol a montré ses limites ; l'Espagne s'apprête donc à le faire évoluer : remboursement des dépenses jusqu'à 3 millions d'euros par entreprise et par an, à condition qu'il soit réinvesti en recherche, et que les effectifs de R&D soient maintenus pendant trois ans. Un examen de l'éligibilité des dépenses sera effectué par le ministère de l'industrie.

Enfin, l'Inde offre une recherche low-cost, plus tournée vers le développement sur cahier des charges que vers des solutions innovatrices.

Les effectifs de R&D ne suivent pas la tendance générale, sont sensibles aux systèmes incitatifs et créent des relations locales dans les écosystèmes français

L'attractivité du territoire national est fragile. Les pointages réalisés auprès de plusieurs des grands employeurs de chercheurs du panel ANRT permettent d'affirmer que c'est le maintien de la compétitivité-coût de la recherche qui garantit une évolution favorable des effectifs de recherche sur le territoire national. Dans le même temps, les effectifs hors recherche diminuent et les pays dont l'écart s'est accru défavorablement avec la France voient leur poids dans la recherche mondiale s'éroder.

La préservation d'une R&D efficace sur ses axes techniques spécialisés passe par le maintien d'un volume de recherche important. Dans les groupes, les équipes de recherche localisées en France sont de fait en compétition interne avec toutes les autres équipes localisées ailleurs. Le coût du chercheur est un élément déterminant pour les décideurs centraux de maintenir une activité de recherche dans une zone géographique donnée.

Les équipes françaises de R&D qui dépendent d'un siège et d'un laboratoire central situés ailleurs qu'en France disposent, directement ou indirectement, de la totalité du retour financier du CIR pour des usages locaux. Ainsi, dans telle entreprise dont l'essentiel des ressources et investissements se font en Asie, l'emploi du CIR s'effectue toujours sur le territoire français, et ne donne jamais lieu au financement de la R&D en Asie ou même dans une autre structure en Europe hors France. Le CIR est alors souvent investi dans des projets collaboratifs avec des laboratoires publics (Universités, grandes écoles, CNRS...), pour des raisons de rentabilité de l'investissement !

Un thermomètre fidèle et complet

Les groupes internationaux n'ont que des bonnes raisons de voir la France comme une terre d'accueil favorable à leurs investissements de recherche. La qualité de la recherche et la proximité de marchés importants puis, à propositions internes de qualité comparable, le coût des chercheurs et les coûts de la recherche favorables emportent la décision en faveur de l'un ou l'autre des sites de Recherche et surtout de Développement de l'entreprise.

Une approche méthodique privilégiant la cohérence interne

En prenant comme référence le coût moyen du chercheur en France avant toute subvention et mobilisation du crédit d'impôt recherche (base 100), l'ANRT a agrégé les données comptables propres à chaque groupe pour produire le cours constaté du chercheur par pays.

Seuls les pays pour lesquels le panel dispose d'au moins deux moyennes pondérées de coûts du chercheur chargé, émanant de deux entreprises différentes, et dont les effectifs de chercheurs supérieurs à 20 sont pris en compte dans le calcul du cours.

Tout en acceptant les différences d'organisation comptable entre les groupes, une harmonisation des informations a été réalisée par la mise en commun des lignes comptables utilisées par chacun. A défaut d'être parfaitement homogènes, les informations le sont par groupe. Ainsi, les écarts internationaux ont-ils une forte représentativité.

Une fiscalité vertueuse

La justesse d'une politique d'incitation fiscale consiste à doter son pays de conditions dans lesquelles les ressources publiques mobilisées produisent l'effet escompté, ni plus ni moins. Faute de disposer d'informations solides issues du terrain, le législateur ne connaît pas l'impact des politiques menées ailleurs dans le monde et s'efforce de viser juste. Les études réalisées sur le Crédit d'impôt recherche, en particulier par l'OCDE, quantifient des impacts théoriques, à un niveau macro-économique. Malgré leurs qualités intrinsèques, ces travaux n'ont pas la capacité de décrire l'effet cumulé réel de l'ensemble des politiques publiques, aides directes et incitations fiscales sur les comptes des entreprises.

Seule la comptabilité des grandes entreprises retrace la réalité, tous avantages et toutes charges pris en compte. Les systèmes comptables et fiscaux des groupes multinationaux imposent solidité et cohérence ; le contrôle de gestion et le business intelligence permettent d'en extraire des données décisionnelles. L'information est donc hautement sensible : elle reflète à la fois la stratégie des entreprises et celle des gouvernements à travers des régimes de subventions propres à un secteur, à une localisation, à l'enregistrement de la propriété intellectuelle dans un pays.

- **Absence de plafonnement signifie absence d'effets d'aubaine.** Tout plafonnement définit un optimum attendu par les pouvoirs publics. Un plafond indique le maximum d'investissement en recherche qu'attend le pays ; il est, par définition, plus favorable à ceux qui complètent leur investissement recherche en France et moins favorable à ceux qui ont fait de la France l'un des piliers de leur recherche.